

NOUS SOMMES TOUS DES ROBIN DES BOIS! #IOMIASSOCIO

Milan, jeudi 13 décembre 2018 à 5 heures du matin les carabinieri déferlent dans différents appartements occupés du quartier Giambellino et dans d'autres parties de la ville. Ils cherchent à arrêter 9 adhérents au Comité d'habitants Giambellino-Lorenteggio, pour association de malfaiteurs en vue d'occupation abusive de biens immobiliers. Ils n'en trouvent que 8. L'opération touche des personnes très différentes, que ce soit par leurs expériences, nationalités ou classes sociales. Parmi eux, il y a une jeune maman péruvienne, un étudiant en philosophie, un peintre en bâtiment colombien et des jeunes déjà engagés dans d'autres luttes comme celle du NoTav. Par ailleurs, les carabinieri expulsent et mettent sous scellé neuf logements et la Base di Solidarietà Popolare, le lieu où le Comité se retrouve et qui a été ré-ouvert depuis. Les arrêtés sont assignés à résidence avec pour restriction l'impossibilité de voir ou de communiquer avec qui que ce soit, car l'enquête est encore ouverte. Au total, 70 autres personnes sont inculpées et elles ne pourront probablement pas bénéficier d'autorisation de visiter les assignés.

L'ampleur de cette opération répressive en dit long sur la volonté d'éradiquer et de criminaliser toute lutte sociale vive et tenace, tout groupe qui s'associe pour avoir prise sur sa vie. Dans un quartier comme Giambellino, cela s'est matérialisé par le fait de s'organiser pour les nécessités primaires et fondamentales comme le logement et l'entraide dans l'entretien des bâtiments.

Les journaux se déchaînent dans une campagne de diffamation qui assimile le travail politique de réquisition fait par le comité, au racket au logement. Le jour des arrestations, des écoutes téléphoniques sont rendues publiques et les journalistes se lâchent dans des descriptions fantaisistes et calomnieuses des arrêtés. Pour la presse, les membres du comité sont "les Robin Des Bois des HLM" enfin remis à la justice. Le procureur, Alberto Nobili, présente dans une conférence de presse triomphaliste le résultat de presque quatre ans d'enquête : une association de malfaiteurs qui ne demande pas d'argent en échange de ses services, qui a comme objectif de construire une "justice sociale", comme volonté de se "substituer à l'État" et de "faire consensus" dans le quartier. Tout ça contenant le risque d'une "dérive dangereuse".

Il existe une seule véritable "dérive dangereuse" qui nous est imposée par qui veut conserver à tout prix le pouvoir. L'état de détérioration dans lequel est consciemment laissé le quartier Giambellino, - comme bien d'autres zones périphériques - n'est pas uniquement dû à l'incompétence des administrations, mais fait partie de la logique précise de démantèlement de ce qu'il reste des logements publics dans la région. Dans la logique néolibérale des dernières décennies, les logements sociaux ne servent plus à rien, et sont donc délaissés pour être plus facilement livrés aux marchés privés.

Dans la région de Milan (Lombardie), il y a des dizaines de milliers de logements laissés vacants par les bailleurs sociaux locaux (ALER, MM), malgré des listes d'attentes très chargées. ALER en particulier est une entreprise en faillite, avec des dettes de presque un demi-milliard d'euros et une histoire remplie de scandales, allant d'investissements obscurs en spéculations immobilières, de corruption en mauvaise gestion. Ce jeu lucratif autour des logements sociaux profite, à tour de rôle, à tous les partis politiques, en particulier la Ligue du Nord au gouvernement depuis des années.

Si les logements ne sont pas attribués, la seule solution reste de s'adresser au marché privé, ou de les auto-attribuer. Dans l'enquête, les carabinieri sont obligés de préciser que les logements squattés sont "des unités d'habitations vides et non attribuées" : dans la reconstruction des faits ils admettent le désastre de la gestion HLM milanaise.

Milan est la capitale de la spéculation immobilière. Il y a les logements parmi les plus chers du pays, entraînant hypothèques bancaires et spéculateurs. Les institutions n'interviennent que pour les expulsions. Elles parviennent à nettoyer la ville des modes de vie indésirables, pour lesquels il n'y a plus de place car leurs ressources ne leur permettent pas d'habiter la lumineuse nouvelle métropole. Une injonction à la richesse qui d'un côté alimente la rente immobilière et de l'autre pousse directement dans l'enfer de la marginalité - économique, sociale, géographique - ceux qui ne peuvent pas la satisfaire. Au-delà de la période électorale, aucune figure politique n'a jamais vraiment eu l'intention d'affronter la problématique du mal logement. Et il ne peut pas en être autrement vu que chaque administration participe à la volonté d'exploitation qui gouverne le monde depuis trop longtemps.

Les quartiers populaires sont des zones de non-être, le négatif de la ville vitrine. Des lieux d'ombres où grandit le désespoir et où la métropole a tout intérêt à alimenter la guerre entre pauvres, via le ressentiment de ceux qui se sentent sombrer dans l'exclusion.

Pourtant dans ce désert, continue à fleurir la vie et parfois la lutte. Pour certains, entrer dans des appartement vides pour avoir enfin un toit, est une pratique nécessaire à la survie et peut faire naître quelque chose de plus fort, d'audacieux et engagé.

Ces dernières années au quartier Giambellino, comme dans d'autres quartiers, des comités sont nés pour s'organiser avec ceux qui sont condamnés à la misère et à la solitude mais qui ne se résignent pas. Occuper un logement qui est vide depuis longtemps, résister à une expulsion, partager des moments après l'école pour les gamins, tenir des cantines, former une équipe de foot et un cabinet médical gratuit, sont des gestes de solidarité qui tissent des vies différentes. Les comités de lutte pour le logement, les communautés auto-organisées comme celle de Giambellino ont cassé l'isolement, en refusant de se constituer autour des catégories sociales.

"Les quartiers sont à ceux qui les habitent". Ce n'est pas qu'un slogan.

Le parquet a décidé d'appeler ces tentatives "association de malfaiteurs", enfermant tout un monde de solidarité et d'organisation dans un article du code pénal. Ce n'est pas par hasard que cette opération de police arrive juste après le décret Salvini sur la sécurité qui attaque au cœur chaque élan de solidarité et chaque pratique de lutte.

La criminalisation du Comité Giambellino révèle le programme du gouvernement et l'idée de société qu'il y a derrière. Ce n'est pas une guerre à l'injustice et à la pauvreté mais une guerre contre les pauvres. Il est évident que ceux qui détiennent le pouvoir ont peur que les gens sortent de la résignation, qu'ils arrêtent d'attendre que les solutions arrivent des institutions et commencent à s'organiser ensemble pour affronter directement les problèmes, les puissants et le pouvoir.

Une opération comme celle-là ne concerne pas uniquement ce quartier mais chaque communauté résistante, chaque groupe qui construit dans des lieux et sous des formes différentes des fragments d'un monde à venir, à s'opposer à la catastrophe

qui règne. Le spectre de la légalité se lève contre le corps vivant des luttes. Pour cela, nous appelons tout le monde à participer à une campagne de solidarité.

Pour le Comité Giambellino, pour les arrêtés et ceux qui se retrouvent impliqués dans l'affaire.

Ils nous appellent Robin Des Bois.

Cela nous fait honneur.



CAISSE DE SOLIDARITE'

EN-TETE: BRUNO DI BENEDETTO

IBAN: IT58T0608533430000076000370

BIC\SWIFT: CASRIT22



Comitato Abitanti giambellino Lorenteggio



siamotuttirobinhood



siamotuttirobinhood.it